



Pour le maintien du Centre de Finances Publiques de Beaupréau en Mauges !

Au 1^{er} janvier 2023, la trésorerie de **Beaupréau en Mauges** peut disparaître. Pour vous renseigner, obtenir une réponse, un délai de paiement, etc, il faudra vous déplacer au **Centre des Finances Publiques de Cholet** (le matin accueil généraliste et l'après midi sur rendez-vous, si votre dossier est retenu). Un déplacement au minimum de 44 kms (aller/retour) pour une belloprataine (Beaupréau), ou une soixantaine de kms pour une gestoise (Gesté) ou un pinois (Le Pin en Mauges) pour réaliser ces démarches !

Et ce n'est pas la permanence dans la Maison France Services, trois heures par semaine ou quinzaine, avec une capacité d'accueil limitée (entre 1 et 12 personnes maximum par permanence) qui compensera la disparition de la Trésorerie.

Dans les MFS (mini-permanences), des citoyens témoignent leur désespoir de trouver porte close devant leur ancienne trésorerie.

Un service public est de qualité, s'il est présent physiquement au quotidien !

La Direction Départementale des Finances Publiques met en avant « le tout numérique » pour justifier la disparition de ce service public en milieu rural. Or, ce mode de contact à distance n'instaure en aucun cas une égalité d'accès devant les services publics. Les personnes les plus fragiles, les plus défavorisées, les plus éloignées, les plus isolées ou âgées, se trouvent particulièrement démunies. Cette situation accroît la fracture sociale, casse l'égalité de traitement des citoyens.

Les organisations syndicales Solidaires, FO, CGT et CFDT de la DDFiP de Maine et Loire, légitimées par un taux de participation de 85 % lors des dernières élections professionnelles, ont alerté vos élus dans le but de maintenir ce service public de proximité. À ce jour aucun rendez-vous, aucune réponse n'a été apportée.

Les agents des Finances Publiques sont très fermement et largement opposés à ces fermetures et l'ont fait savoir à l'occasion d'une pétition remise, en octobre 2019, au Directeur départemental des Finances Publiques de Maine-et-Loire qui a recueilli 600 signatures sur 814 agents.

Rien n'est inéluctable !

Si les élus des collectivités concernées avec le soutien de leur population et les organisations syndicales de la direction départementale des finances publiques font cause commune, la trésorerie de **Beaupréau en Mauges** peut être maintenue.

Avec l'intersyndicale Solidaires, FO, CGT et CFDT de la DDFiP de Maine et Loire «Élus, Population, faisons cause commune » !

EXIGEONS le maintien de ce service public de proximité, technicien, compétent, disponible et humain.